

Le budget

Le budget laisse grandement à désirer. Il ne va pas permettre de réduire le déficit. Les Canadiens ne le percevront pas comme une mesure qui permet de s'attaquer au déficit, car il n'en répartit pas le fardeau de façon équitable. Certains paient davantage que d'autres.

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part à l'important débat d'aujourd'hui sur le budget présenté il y a à peine quelques jours par le ministre des Finances.

Ce budget est le sixième du ministre. Il s'inscrit dans la continuité du plan financier proposé par le gouvernement pendant la campagne électorale de 1984.

En 1984, nous avons défait le gouvernement libéral simplement en raison de sa mauvaise administration.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, les libéraux avaient perdu le contrôle des dépenses gouvernementales. Peu importe l'énergie avec laquelle l'opposition s'efforce de contredire cette affirmation, elle ne peut pas réussir parce que les libéraux avaient bel et bien perdu le contrôle des dépenses. Ils ont été incapables d'administrer l'économie du Canada, ou ne l'ont pas voulu. Donc, en 1984, les Canadiens les ont chassés du pouvoir pour une très bonne raison. Nous avons respecté notre programme et, en le mettant en oeuvre, nous nous sommes efforcés de régler les problèmes dont nous avons hérité en 1984. J'énumère certains de ces problèmes et les mesures que nous avons prises pour les régler. La tâche n'a pas été facile, il reste encore beaucoup à faire, mais nous réussissons.

• (1800)

L'examen des dépenses du gouvernement libéral entre 1970 et 1985 révèle que celui-ci a accru les dépenses au titre des programmes de 18 p. 100 entre 1970 et 1975. Il les a encore accrues de 10 p. 100 au cours des cinq années suivantes et d'environ 14 p. 100 entre 1980 et 1984. Aucun pays du monde, aucune économie ne peut résister à une telle croissance des dépenses. Le Canada ne fait pas exception.

Les emprunts continus du gouvernement libéral ont semé la pagaïe. Monsieur le Président, vous vous souvenez, comme nous tous d'ailleurs, que nous avons connu alors des taux d'inflation de 20 p. 100. Un taux d'inflation de 20 p. 100 est déjà assez difficile à accepter, mais

lorsqu'il est accompagné de taux d'intérêt à deux chiffres. . .

Qu'est-il arrivé? L'économie s'est continuellement détériorée et cela tient au fait que le Parti libéral ne veut jamais faire face à la réalité. Il veut toujours nous dorer la pilule, nous tirer d'affaire à coup de millions. La responsabilité financière est lettre morte pour ce parti.

Ce parti a alors agi comme un jeune enfant indiscipliné à qui on aurait remis une carte de crédit et qui n'aurait aucun sens des responsabilités ou de son devoir de citoyen. Voilà exactement comment ce parti a agi. Il nous a promis monts et merveilles, mais il nous a fallu faire face à la réalité.

En conséquence, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1984, nous avons une dette de plus de 200 milliards de dollars.

M. Milliken: Non, ce n'est pas le cas. Elle s'élevait à 170 milliards de dollars.

M. Thompson: Ils peuvent prétendre qu'elle ne s'élevait pas à 200 milliards de dollars. Que le député demande à un comptable, à quelqu'un qui a le sens des responsabilités, de vérifier les comptes. Nous avons hérité une dette de plus de 200 milliards de dollars. Ça ne prend pas un ingénieur spatologue pour comprendre le problème dont nous avons hérité.

Nous avons hérité d'une dette dépassant 200 milliards de dollars à des taux d'intérêt de plus de 10 p. 100. De quoi s'agit-il? De payer de l'intérêt sur une dette croissante que les Canadiens n'étaient plus du tout en état d'assumer.

Nous avons immédiatement pris des mesures pour rectifier la situation. Il faut du temps pour se sortir d'un si profond abîme. Nous sommes au pouvoir depuis 1984, et il n'y a pas un seul Canadien ici qui oserait dire que nous n'avons pas pris les mesures nécessaires pour corriger la situation.

Naturellement, la différence entre nous et les membres du Parti libéral est fort simple. Pour s'en sortir, ils choisiront toujours la solution de facilité, qui est de ne rien faire. . .

M. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Pour être élus.

M. Thompson: Exactement, la solution la plus facile pour être élus. Je n'aurais pu mieux dire que le député de l'opposition. La solution facile pour être élus, c'est de ne rien faire, de se croiser les bras et de laisser l'économie poursuivre son bonhomme de chemin. Ils faisaient l'au-